

# COUR SUPÉRIEURE

(Actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS

N°: 450-06-000001-184

DATE : 28 juin 2024

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE SYLVAIN PROVENCHER, J.C.S.**

---

**9069-3946 QUÉBEC INC.,**

Demanderesse

c.

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA,**

Défendeur

et

**L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS  
DU QUÉBEC (OTTIAQ),**

Intervenant amical

---

## JUGEMENT <sup>1</sup>

---

**[1]** Le Tribunal est saisi d'une demande des parties pour que soit modifiée la définition du groupe visé par l'action collective de la manière suivante :

« Toutes les personnes physiques et morales ou autres entités domiciliées ou ayant leur siège social au Québec qui, [...] entre le 25 avril 2015 et le 11 octobre 2024 [date de publication du 2e avis] ont conclu avec le Bureau de la traduction (le « BT ») ou avec Services publics et Approvisionnement Canada (« SPAC ») un contrat de services professionnels de traduction contenant une clause de pondération (le « Groupe ») »

---

<sup>1</sup> Sur les demandes formulées par le Défendeur par courrier électronique en date des 9 avril et 21 juin 2024, lesquelles visent les modalités convenues entre les parties quant à la modification de la description du groupe et de la publication d'un nouvel *Avis aux membres* 30 jours avant le début de l'audition prévue du 13 au 27 novembre 2024 ;

[2] Aussi, et aux termes de ladite demande, les parties requièrent la communication d'un *Avis aux membres modifié (#2)* du groupe ;

[3] **CONSIDÉRANT** que l'instruction se tiendra devant le soussigné du 13 au 27 novembre 2024 ;

[4] **CONSIDÉRANT** qu'il est opportun, à ce stade-ci, de définir la période couverte par la présente action collective ;

[5] **CONSIDÉRANT** qu'il est d'autant pertinent de le faire à ce stade-ci pour ainsi permettre aux membres qui se sont ajoutés depuis la communication du 1<sup>er</sup> *Avis aux membres* le 31 mars 2021 d'exercer leur droit de s'y exclure, tel que le prescrit les articles 576, al. 3, et 580 du *Code de procédure civile* ;

[6] **CONSIDÉRANT** que la présente demande en modification de la définition du groupe est en une conjointe ;

[7] **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, pour la préservation des droits des membres visés par l'action collective, de les aviser de la modification de la définition du groupe et de leur permettre de s'exclure dudit recours, le cas échéant ;

[8] **CONSIDÉRANT** les articles 579 et suivants du *Code de procédure civile* ;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[9] **MODIFIE** la définition du groupe visé par l'action collective de manière à ce qu'elle se lise dorénavant comme suit :

« Toutes les personnes physiques et morales ou autres entités domiciliées ou ayant leur siège social au Québec qui, [...] entre le 25 avril 2015 et le 11 octobre 2024 [date de publication du 2e avis] ont conclu avec le Bureau de la traduction (le « BT ») ou avec Services publics et Approvisionnement Canada (« SPAC ») un contrat de services professionnels de traduction contenant une clause de pondération (le « Groupe ») »

[10] **AUTORISE** la forme et le contenu des versions française et anglaise de l'*Avis aux membres modifié (#2)* reproduites en Annexes A et B du présent jugement ;

[11] **ORDONNE** la diffusion le **11 octobre 2024** des versions française et anglaise de l'*Avis aux membres modifié (#2)* de la manière suivante :

- 1) le Défendeur fera dresser la liste des fournisseurs cocontractants visés par le *Bureau de la traduction* (BT) et *Services publics et Approvisionnement Canada* (SPAC) qui leur transmettront l'*Avis aux membres modifié (#2)*, versions française et anglaise, par courriel; et

2) le procureur de la Demanderesse transmettra l'*Avis aux membres modifié (#2)*, versions française et anglaise, à l'*Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec* (OTTIAQ) ainsi qu'à des associations sectorielles (*Association canadienne des juristes traducteurs* (ACJT), *Association des conseils en gestion linguistiques* (ACGL), *Association de l'industrie de la langue/Language Industry Association* (AILIA) et *Carrefour des langagiers entrepreneurs* (CLEF)). Cet ordre professionnel et ces associations sectorielles retransmettront ensuite cet *Avis aux membres modifié (#2)*, versions française et anglaise, à leurs membres respectifs par courriel.

**[12] LE TOUT**, sans frais de justice.



---

**SYLVAIN PROVENCHER, J.C.S.**

**M<sup>e</sup> Louis Fortier**  
(Louis Fortier & Associés inc.)  
Procureur de la Demanderesse

**M<sup>e</sup> Andréane Joannette-Laflamme**  
**M<sup>e</sup> Marjolaine Breton**  
**M<sup>e</sup> Camille Rochon**  
(Ministère de la Justice Canada/Bureau régional du Québec)  
Procureures du Défendeur

Date de l'audition : 28 juin 2024



**CE NOUVEL AVIS S'ADRESSE AUX NOUVEAUX MEMBRES POTENTIELS D'UNE ACTION  
COLLECTIVE**

**À TITRE DE FOURNISSEUR DE SERVICES PROFESSIONNELS DE TRADUCTION, AVEZ-VOUS ENTRE  
LE 31 MARS 2021 ET 11 OCTOBRE 2024 CONCLU AVEC LE BUREAU DE LA TRADUCTION OU AVEC  
SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA UN CONTRAT CONTENANT UNE CLAUSE  
DE PONDÉRATION?**

**DANS L’AFFIRMATIVE, VOUS POURRIEZ AVOIR DROIT À UN DÉDOMMAGEMENT.**

**VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT L’AVIS QUI SUIT.**

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS  
N° : 450-06-000001-184**

**Chambre des actions collectives  
COUR SUPÉRIEURE**

---

**9069-3946 QUÉBEC INC., (« Traductions  
Quattro »)**

Demanderesse et représentante du Groupe  
c.

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défendeur et représentant du Bureau de la  
traduction (BT) et de Services publics et  
Approvisionnement Canada (SPAC)

et

**L’ORDRE DES TRADUCTEURS,  
TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS  
DU QUÉBEC (OTTIAQ),**

Intervenant amical

---

**AVIS AUX MEMBRES MODIFIÉ (#2)  
Fermeture du groupe  
(articles 579 et suivants C.p.c.)**

---

**I. AUTORISATION D’UNE ACTION COLLECTIVE**

1. Par jugement daté du 26 février 2020 (le « Jugement d’autorisation »), l’Honorable juge François Tôth de la Cour supérieure du Québec a autorisé l’exercice d’une action collective par 9069-3946 Québec inc., faisant affaires sous la dénomination de Traductions Quattro, contre BT) et les SPAC, représentés par le Procureur général du Canada, (l’«Action collective »). Cette autorisation a été accordée en raison de la clause de pondération figurant dans les contrats de services professionnels de traduction attribués par le BT ou SPAC.

2. Le Jugement d'autorisation désigne Traductions Quattro comme représentante du Groupe (la « Représentante »).
3. Par jugement daté du 28 juin 2024 (le « Jugement modifiant le Groupe »), l'Honorable juge Provencher de la Cour supérieure du Québec a modifié la définition du groupe visé par l'Action collective de la manière suivante:

***« Toutes les personnes physiques et morales ou autres entités domiciliées ou ayant leur siège social au Québec qui, [...] entre le 25 avril 2015 et le 11 octobre 2024 [date de publication du 2<sup>e</sup> avis] ont conclu avec le Bureau de la traduction (le « BT ») ou avec Services publics et Approvisionnement Canada (« SPAC ») un contrat de services professionnels de traduction contenant une clause de pondération (le « Groupe ») ».***

## **II. QUE VISE CE 2<sup>E</sup> AVIS AUX MEMBRES**

4. Ce 2<sup>e</sup> Avis vise à informer les personnes qui rencontrent la définition du groupe et qui ont conclu un contrat de services professionnels de traduction visé par le présent recours **entre le 31 mars 2021 et le 11 octobre 2024 [date publication 2<sup>e</sup> avis]**, de ce qui suit :

## **III. QUESTIONS DE FAIT ET DE DROIT À TRAITER COLLECTIVEMENT**

5. Le Jugement d'autorisation identifie comme suit les principales questions de fait et de droit à traiter collectivement :

*« La clause de pondération figurant dans le Contrat de services professionnels de traduction est-elle abusive? »*

*(i) Si oui, les membres du Groupe ont-ils subi un préjudice pécuniaire du fait de l'application de la Clause de pondération et à combien ce préjudice doit-il être évalué?*

*(ii) Les membres du Groupe qui sont des personnes physiques ont-ils subi un préjudice moral du fait de l'application de la Clause de pondération et à combien ce préjudice doit-il être évalué? »*

## **IV. CONCLUSIONS RECHERCHÉES**

6. Le Jugement d'autorisation identifie comme suit les conclusions recherchées par l'Action collective :
7. **ACCUEILLIR** la demande en action collective en dommages-intérêts pécuniaires et moraux comme conséquence du fait que le BT et/ou SPAC, représentés par le Procureur général du Canada, imposent aux Fournisseurs professionnels de services de traduction (« FSPT ») la Clause de pondération;

8. **CONDAMNER** le Procureur général du Canada à payer à la Demanderesse et à chaque membre du Groupe, pour chaque contrat de traduction auquel la Clause de pondération a été appliquée, et ce, à compter du 25 avril 2015 :
- (i) la différence entre, d'une part, le nombre total de mots multiplié par le tarif au mot du membre du Groupe (la « Valeur réelle du contrat ») et, d'autre part, le montant payé par le BT au membre du Groupe pour ce contrat, après pondération;
  - (ii) au titre du temps supplémentaire consacré à la traduction des textes pondérés, l'équivalent du tiers de la Valeur réelle du contrat;
  - (iii) dans le cas des FSPT qui sont des personnes physiques, au titre des inconvénients, de l'anxiété et du stress résultant de l'application fautive de la Clause de pondération, des dommages-intérêts moraux correspondant à 20 % de la Valeur réelle du contrat; et
  - (iv) les intérêts au taux légal sur tous les montants calculés aux points (i) à (iii) ci-dessus, et ce, à compter de la mise en demeure.
9. **DÉCLARER** qu'à moins d'exclusion, les membres du Groupe seront liés par tout jugement à intervenir sur l'Action collective de la manière prévue par loi.
10. **LE TOUT avec frais de justice à suivre**, y compris les frais d'expertise, les frais d'avis et les frais reliés à l'administration des réclamations et à la distribution des indemnités.

## **V. INCLUSION DANS L'ACTION COLLECTIVE**

11. Si vous êtes membre du Groupe et que vous souhaitez bénéficier de l'Action collective, vous n'avez aucun autre geste à poser ni aucune autre mesure à prendre.
12. Si vous n'exercez pas votre droit d'exclusion, vous serez lié par tout règlement conclu ou tout jugement rendu relativement à l'Action collective.

## **VI. EXCLUSION DE L'ACTION COLLECTIVE**

13. Si vous êtes membre du Groupe et que vous ne souhaitez pas bénéficier de l'Action collective, vous avez le droit de vous en exclure.
14. Cette exclusion implique que vous n'aurez droit à aucune indemnité si un jugement favorable est rendu ou si un règlement est conclu relativement à l'Action collective.
15. Vous avez jusqu'au **11 novembre 2024** pour vous exclure de l'Action collective.



16. Pour vous exclure, vous devez faire parvenir une lettre au **greffe de la Cour supérieure du Québec**, avec copie aux avocats de la Représentante, en indiquant le **n° de dossier 450-06-000001-184**, aux adresses suivantes :

**Greffe de la Cour supérieure du Québec**

375, rue King Ouest  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 6B9

**Louis Fortier & Associés inc.**

1075, rue Rostand, bureau 1  
Sherbrooke (Québec)  
J1J 4P3

## **VII. DEMANDE D'INTERVENTION**

16. Un membre du Groupe peut faire une demande à la Cour pour intervenir dans l'Action collective. La Cour autorisera l'intervention si elle est d'avis que cette intervention est utile au Groupe.

## **VIII. FRAIS DE JUSTICE ET HONORAIRES DES AVOCATS**

17. Un membre du Groupe qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'Action collective.
18. Les honoraires et les frais d'avocats ne seront exigibles que si l'Action collective est accueillie ou si un règlement intervient, auquel cas ils le seront selon un pourcentage approuvé par le Cour.

## **IX. INFORMATION**

19. Si vous souhaitez recevoir de l'information sur l'évolution du dossier, vous pouvez vous inscrire auprès du Comité de recherche et de rédaction de la cause *Fisch c. Bureau de la traduction* à l'une des adresses de courriel suivantes :

[louis@louisfortier.com](mailto:louis@louisfortier.com)

ou

[info@acjt.ca](mailto:info@acjt.ca)

20. Vous pouvez aussi consulter le registre central des actions collectives où toutes les procédures doivent être publiées : [www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)
21. Vous pouvez **contacter** les avocats de la Représentante aux coordonnées suivantes :

**Louis Fortier & Associés inc.**

Avocats de la Demanderesse

1075, rue Rostand, bureau 1

Sherbrooke (Québec)

J1J 4P3

Téléphone : 819-572-2146

[louis@louisfortier.com](mailto:louis@louisfortier.com)

AF-8427

**LA PUBLICATION DE L'AVIS AUX MEMBRES MODIFIÉ (#2) QUI PRÉCÈDE A ÉTÉ APPROUVÉE ET  
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC LE 28 JUIN 2024.**



**THIS NEW NOTICE IS ADDRESSED TO NEW POTENTIAL MEMBERS OF A CLASS ACTION**

**IN YOUR CAPACITY AS A PROFESSIONAL TRANSLATION SERVICES PROVIDER, BETWEEN MARCH 31, 2021 AND OCTOBER 11, 2024, HAVE YOU EVER ENTERED INTO AN AGREEMENT CONTAINING A WEIGHTING CLAUSE WITH THE TRANSLATION BUREAU OR WITH PUBLIC SERVICES AND PROCUREMENT CANADA?**

**IF SO, YOU MAY BE ENTITLED TO COMPENSATION.**

**PLEASE READ THE FOLLOWING NOTICE CAREFULLY.**

**CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF SAINT-FRANÇOIS  
N° : 450-06-000001-184**

**Class Actions Division  
SUPERIOR COURT**

---

**9069-3946 QUÉBEC INC., (« Traductions Quattro »)**

Plaintiff and Class Representative

v.

**ATTORNEY-GENERAL OF CANADA**

In its capacity as Defendant and acting  
on behalf of the Translation Bureau  
(TB) and Public Services and  
Procurement Canada (PSPC)

and

**L'ORDRE DES TRADUCTEURS,  
TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS  
DU QUÉBEC (OTTIAQ),**

Friendly Intervenant

---

**AMENDED NOTICE TO MEMBERS (#2)**

**Closure of the Class  
(Articles 579 and seq. C.c.p.)**

---

**X. AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION**

1. By judgment dated February 26, 2020 (the « Authorization Judgement »), the Honourable Justice Francis Toth of the Quebec Superior Court granted leave to exercise a class action to 9069-3946 Québec inc., carrying on business as Traductions Quattro, against the TB and PSPC, represented by the Attorney General of Canada, (the “Class Action”). This authorization was granted due to the weighting clause included within professional translation services agreements awarded by TB or PSPC.

2. The Authorization Judgment named Traductions Quattro as Class representative (the “Representative”).
3. By judgment dated June 28<sup>th</sup> 2024 (the “judgment modifying the Class”), the Honourable Justice Provencher of the Quebec Superior Court amended the definition of the Class governed by the Class Action in the following manner:

*“All natural or legal persons or other entities domiciled or having their head office in Quebec who [...] between April 25, 2015 and October 11, 2024 [date of publication of the 2<sup>nd</sup> notice] have entered into a contract for professional translation services containing a weighting clause with the Translation Bureau (the “TB”) or with Public Services and Procurement Canada (“PSPC”) (the “Class”).”*

## **XI. PURPOSE OF THE 2<sup>nd</sup> NOTICE TO THE MEMBERS**

1. This 2<sup>nd</sup> Notice has been issued to inform persons who meet the definition of the Class and have entered into the professional services agreement **between March 31, 2021 and October 11, 2024** [2<sup>nd</sup> notice publication date] of the following:

## **XII. QUESTIONS OF FACT AND LAW TO BE JOINTLY ADDRESSED**

5. The Authorization Judgment has identified the following issues of fact and law to be jointly addressed:

*“Is the weighting clause contained in the contract for professional translation services abusive?”*

*(i) If so, have the Class members suffered pecuniary damages because of the application of the weighting clause, and what amount should be assigned to these damages?”*

*(ii) Have the Class members who are natural persons suffered a moral damage because of the application of the weighting clause and what amount should be assigned to this damage?”*

## **XIII. REMEDIES SOUGHT**

6. The Authorization Judgment has identified the following remedies sought by the Class Action:
7. **GRANT** the Class Action seeking pecuniary and moral damages arising out of the fact that the TB and/or PSPC, represented by the Attorney-General of Canada, imposes the weighting clause upon Professional translation services providers (“PTSP”);
8. **ORDER** the Attorney-General of Canada to pay the Plaintiff and each Class member, for each translation contract to which the weighting clause was applied, as of April 25, 2015 :

(i) the difference between the total word count multiplied by the Class member's rate per word (the "Actual Value of the Contract") on the one hand and the amount paid by the TB to the Class member for this contract after weighting on the other;

(ii) the equivalent of a third of the Actual Value of the Contract, for the additional time needed to translate the weighted texts;

(iii) in the case of PTSP who are natural persons, for inconvenience, anxiety and stress resulting from the faulty application of the weighting clause, moral damages equivalent to 20 % of the Actual Value of the Contract; and

(iv) interest at the legal rate on all amounts calculated in items (i) to (iii) hereinabove, as of the date of the formal notice

9. **DECLARE** that, unless they opt out, members of the Class shall be bound by any judgment to be rendered pursuant to the Class Action, in the manner set out by law.
10. **THE WHOLE with legal costs to follow**, including expert costs, the cost of notices and costs related to the administration of claims and the distribution of indemnities.

#### **XIV. INCLUSION IN THE CLASS ACTION**

11. If you are a Class member and you are seeking compensation pursuant to the Class Action, you are under no obligation to act or take any further measure in furtherance thereof.
12. In the event you do not exercise your opting-out right, you shall be bound by any settlement or judgment rendered pursuant to the Class Action.

#### **XV. RIGHT TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION**

13. In the event you are a Class member and do not wish to received compensation under the Class Action, you are entitled to exercise your right to opt out.
14. Opting out means that you will no longer be entitled to any right of compensation in the event a favourable judgment is rendered or settlement is reached pursuant to the Class Action.
15. You are entitled to opt out of the Class Action on or prior to **November 11, 2024**.
16. In order to exercise your opting-out right, please forward notice thereof by letter addressed to the **Registry of the Quebec Superior Court**, with copy thereof to the solicitors acting on behalf of the Class Representative, referencing **file n° 450-06-000001-184**, to the following addresses :



**Greffé de la Cour supérieure du Québec**

375, rue King Ouest  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 6B9

**Louis Fortier & Associés inc.**

1075, rue Rostand, bureau 1  
Sherbrooke (Québec)  
J1J 4P3

**XVI. APPLICATION TO INTERVENE**

16. A Class member may apply to the Court to intervene in the Class Action. The Court shall authorize the intervention if it deems that the intervention is useful to the Class.

**XVII. JUDICIAL COSTS AND SOLICITOR-AND-CLIENT COSTS**

17. A Class member who is neither a representative nor a third-party intervenor is under no obligation to pay judicial costs of the Class Action.
18. Solicitor-and-client costs and disbursements shall solely be payable in the event the Class Action is allowed, or where a settlement has been reached, in which case such costs and disbursements shall be payable on the basis of a percentage approved by the Court.

**XVIII. INFORMATION**

19. If you wish to receive information and updates on court proceedings, please file a request with the Research and Editorial Committee in the matter *Fisch v. Translation Bureau* by contacting either of the following email addresses :

[louis@louisfortier.com](mailto:louis@louisfortier.com)

or

[info@acjt.ca](mailto:info@acjt.ca)

20. You may also consult the *Registre central des actions collectives* (Central registry of Class Actions) where all class action proceedings are published:  
[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)
21. You may also **contact** the solicitors for the Class Representative at the following address:



**Louis Fortier & Associés inc.**

Avocats de la Demanderesse

1075, rue Rostand, bureau 1

Sherbrooke (Québec)

J1J 4P3

Telephone : 819-572-2146

[louis@louisfortier.com](mailto:louis@louisfortier.com)

AF-8427

**THE PUBLICATION OF THE FOREGOING NOTICE TO MEMBERS WAS APPROVED AND ORDERED BY  
THE QUEBEC SUPERIOR COURT ON JUNE 28<sup>TH</sup>, 2024.**